

L'INSTITUT DE LA SÉCURITÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DES EMPLOYÉS DU SECTEUR PUBLIC

L'*Instituto de Seguridad y Servicios Sociales de los Trabajadores del Estado (ISSSTE)*, Institut de la sécurité et des services sociaux des employés du secteur public, est financé par les cotisations versées par les employeurs du gouvernement fédéral et des États au nom de leurs employés. Les employés et leurs familles immédiates sont couverts. L'Institut offre des services comparables à ceux fournis par l'*Instituto Mexicano del Seguro Social (IMSS)*, Institut mexicain de la sécurité sociale.

En plus d'offrir un réseau de soins de la santé à ses membres, l'Institut s'occupe également de l'administration des prestations de sécurité sociale. Cela comprend, comme dans le cas de l'*IMSS*, les installations sportives et de loisirs, les camps d'été, l'assurance-invalidité, les pensions de retraite et les services funéraires pour ses membres et leurs familles.

En 1993, l'*ISSSTE* a commencé à décentraliser ses fonctions administratives grâce à un programme appelé *Programa de Descentralización de Presupuesto a los Hospitales Regionales*, Programme de décentralisation budgétaire vers les hôpitaux régionaux. Les effets éventuels de cette décentralisation sur les décisions d'achat ne sont pas encore évidents. En 1993, l'organisation a privatisé 343 de ses magasins et de ses pharmacies en les vendant au secteur privé. Au cours de la même période, elle a sous-traité les services funéraires, libérant ainsi des ressources qu'elle a pu réaffecter au sein du système.

En 1992, l'*ISSSTE* exploitait 1 180 unités dans les 31 États du pays. Celles-ci comprenaient 1 093 cliniques ou installations de soins primaires et 87 hôpitaux, dont 10 étaient spécialisés.

En 1993, l'*ISSSTE* a entrepris un vaste programme d'expansion et de rénovation de ses infrastructures. Il a terminé la construction de 18 nouveaux centres de soins primaires et d'une clinique qui comprend des installations d'hospitalisation. L'essentiel du budget de l'organisme est consacré à l'amélioration des installations actuelles, prévoyant des améliorations dans 14 unités de soins primaires, une clinique spécialisée, six hôpitaux de soins primaires et quatre hôpitaux généraux. L'accent était mis à la fois sur la rénovation des locaux de ces unités et sur l'ajout de nouvel équipement.

